

COMMUNE DE LA TURBALLE

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

Débat en séance du Conseil Municipal du 26 janvier 2023



SOMMAIRE

I – GENERALITES : page 4

II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER GENERAL : page 5

III - DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : page 13

IV - RETROSPECTIVE BUDGETAIRE DE LA COMMUNE : page 14

- **rappel des objectifs financiers 2022**

- **le résultat de clôture 2022 provisoire**

 - budget principal de la ville

 - budget annexe cimetière

 - budget annexe VVF

 - tous budgets consolidés

- **vue d'ensemble au 20/12/2022 (budget principal)**

- **le fonctionnement**

- les recettes de fonctionnement
- les dépenses de fonctionnement
- **l'investissement**
 - les recettes d'investissement
 - les dépenses d'investissement
- **les grands indicateurs financiers / l'épargne**
- **état de la dette de la commune**

V - LES PRINCIPALES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2023 : page 35

- **hypothèses d'évolutions en fonctionnement**
 - les recettes de fonctionnement
 - les dépenses de fonctionnement
- **hypothèses d'évolutions en investissement**
 - les recettes d'investissement
 - les dépenses d'investissement
- **zoom sur les impôts locaux**
- **les orientations pluriannuelles**

VI – BUDGETS ANNEXES : page 50

I - GENERALITES

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative au sein de l'assemblée délibérante en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL

Le DOB est une étape obligatoire du processus budgétaire, en application de l'article L.2312-1 du CGCT qui prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat d'orientation budgétaire soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Ce débat doit se tenir dans un délai de 2 mois maximum préalablement au vote du budget primitif.

En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif sera illégale. Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle.

LE CONTENU DU DOB

L'article 1074 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe est venu modifier l'article L3212-1 du CGCT pour préciser le contenu obligatoire du DOB en venant préciser le contenu du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB).

Il doit porter sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes en fonctionnement et en investissement en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification....
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses.
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget en précisant, si besoin, le profil de dette visé pour l'exercice.

Depuis la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, il doit par ailleurs faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER GENERAL (MONDIAL, EUROPEEN ET FRANÇAIS)

➤ Le ralentissement de la croissance mondiale sur fond d'inflation record

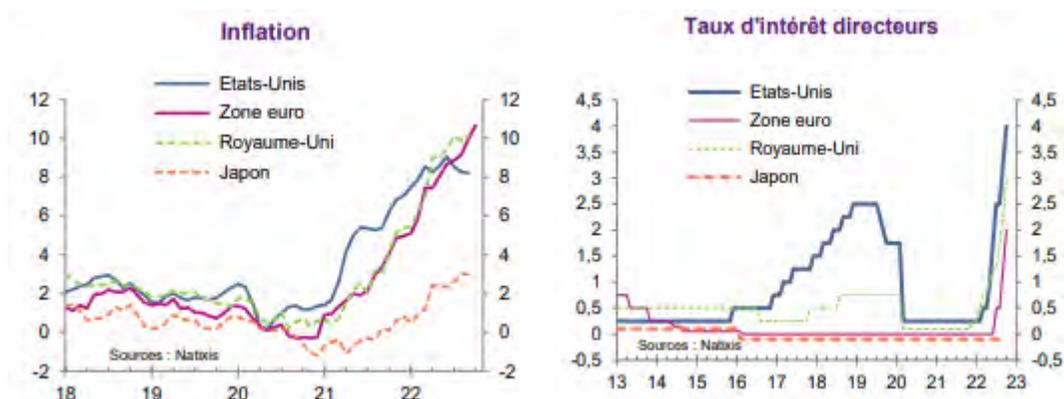
Dans le monde entier, l'inflation a atteint, en 2022, un taux record, inconnu depuis plusieurs décennies. Il s'agit d'une inflation « importée » majoritairement, en raison de la hausse des cours des matières premières. Elle atteint en zone Euro, les 10,7% en octobre 2022.

L'impact est fort sur les grandes banques mondiales qui ont durci leurs conditions financières depuis 1 an et continuent d'augmenter leurs taux directeurs. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ralentissent à un niveau qui devient préoccupant, certaines économies commencent même à connaître un ralentissement de leur croissance (en zone Euro, au 3eme trimestre, le PIB ne croit que de 0.2% contre +0,8% au 2eme trimestre 2022).

Le conflit en Ukraine a également eu des répercussions économiques, notamment en Europe du fait de sa proximité géographique et de sa dépendance aux hydrocarbures russes. Au Royaume-Uni la hausse de l'énergie ne parvient pas à être endiguée et laisse craindre une sévère récession.

Aux Etats-Unis, l'inflation est plus diffuse parmi l'ensemble des biens et services et semble avoir passé son point haut. La remontée des taux d'intérêt y est particulièrement marquée.

En Chine, la situation de croissance soutenue de ces deux dernières décennies semble prendre fin même si l'économie a pu redémarrer après de forts épisodes de confinement. Ce redémarrage se fait sur des bases fragiles avec notamment un marché immobilier en grande difficulté.



➤ **un risque important de récession économique en zone euro :**

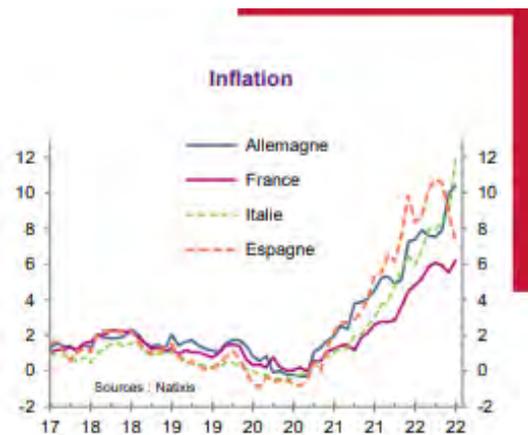
Comme évoqué précédemment, la zone euro est la plus sensible aux conséquences du conflit ukrainien et à ses répercussions économiques.

Cela a provoqué d'importantes perturbations dans l'approvisionnement énergétique.

Même si les Etats diversifient leurs approvisionnements, cela se fait de façon coûteuse et limitée, créant un risque de rationnement cet hiver. La production et la consommation des ménages s'en fait ressentir avec un net ralentissement et une forte hausse des prix dans leur globalité.

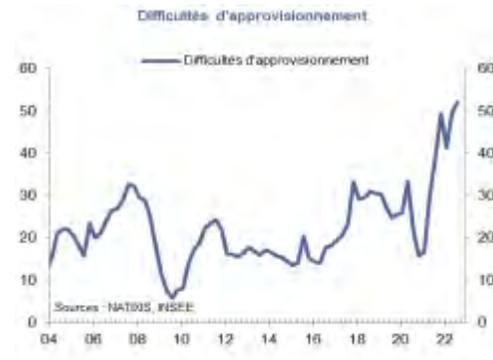
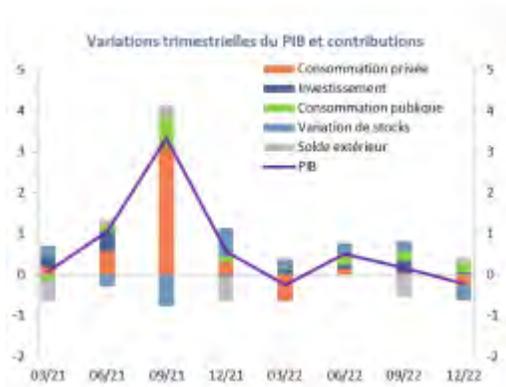
Par exemple, les ventes de détail étaient en baisse de 0,8%, en glissement annuel, au 3eme trimestre 2022.

Les politiques budgétaires mises en place par les Etats de la zone euro tentent d'éviter une crise économique. Cependant, la politique monétaire européenne, alignée sur celle de la Réserve Fédérale conduit à une remontée des taux directeurs. Les capacités de financement se détériorent alors même que la consommation et l'investissement sont déjà ralenties.



➤ **En France, une croissance ralentie mais qui reste positive au 3eme trimestre 2022 :**

L'année 2022 fut moins faste que prévu, notamment à cause de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé. La croissance est légèrement positive au 3eme trimestre mais en repli par rapport au 2eme trimestre :



Les tensions sur les difficultés de production ont continué dans le monde même si certaines difficultés se sont atténuées et que l'activité française a pu résister globalement malgré une inflation élevée.

Elle a ralenti en Août et en Septembre 2022 (5,9% et 5,6%) pour repartir à la hausse en Octobre (+6,2%). Elle demeure cependant inférieure à l'inflation de la zone euro (10,2%) et particulièrement de l'Allemagne (11,2%).

Dans ce contexte incertain, une aggravation de la crise énergétique pourrait conduire l'activité à se détériorer d'avantage au 4eme trimestre 2022, par le biais des conséquences économiques sur les principaux partenaires de la France mais aussi par la mise en place de restrictions sur la consommation énergétique. Une dégradation de la situation sanitaire pourrait également affecter l'activité.

Le marché du travail en France connaît lui aussi une forte tension. Le taux de chômage est resté stable au 1^{er} semestre 2022 (7,2%) et assez faible grâce à de nombreuses créations d'emploi.

Parallèlement, de nombreuses entreprises françaises ont connu d'importantes difficultés de recrutement avec des niveaux inédits dans de nombreux secteurs économiques. 81% des entreprises de l'industrie manufacturière sont concernées et 67% dans les services. Le secteur de la construction n'est pas épargné avec 82% des entreprises en manque de main d'œuvre.



Certaines enquêtes de conjoncture de l'INSEE mettent en avant une dégradation du climat des affaires et notamment pour l'industrie chimique, l'industrie du bois, du papier ou la métallurgie, en lien avec les approvisionnement en gaz et en électricité et le coût des matières premières. La crise énergétique a donc un impact direct sur l'industrie française même si la dégradation n'a pas atteint les niveaux de fin 2020.

Les conséquences sont cependant fortes sur l'inflation record qui frappe le pays. La France a connu un bond inflationniste record au 1^{er} semestre 2022 comme de nombreux pays. La hausse des prix n'avait pas atteint un tel niveau depuis les années 1980. Cela provient principalement de l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés.

En conséquence, le pouvoir d'achat des français est en baisse avec un recul de -1,8% au 1^{er} trimestre 2022 et -2,2% au 2nd.

Les prix à la production restent à des niveaux élevés tant que les problèmes d'approvisionnement et d'énergie subsistent. Ils devraient même continuer d'augmenter avec les risques de rupture d'approvisionnement et de pénurie.

les coûts de production élevés risquent de se transmettre aux prix à la consommation des biens et services hors énergie.



➤ Zoom sur les finances publiques en 2023 :

Depuis plusieurs années, en réponse à la crise sanitaire, le budget de l'Etat était fortement expansionniste. Le déficit budgétaire devrait diminuer en 2023 et les finances publiques retrouver petit à petit, une trajectoire plus soutenable.

D'après le projet de loi de finances 2023, le déficit public devrait atteindre 5% du PIB en 2023 (contre 6,4% en 2021).

La mobilisation est maintenue pour protéger les ménages et les entreprises contre la crise énergétique mais une baisse de 1,5% des dépenses publiques est cependant prévue dans le PLF 2023.

Cependant, la hausse des taux d'intérêt va peser dans le poids de la dette française et contraindre la France à mettre en place des mesures de rigueur dans la gestion des finances publiques.

| | | 2021 | 2022p | 2023p | 2024p | 2025p | 2026p | 2027p |
|--------------------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Solde public | % du PIB | -6,5 | -5 | -5 | -4,5 | -4 | -3,4 | -2,9 |
| Dettes publiques | % du PIB | 112,8 | 111,5 | 111,2 | 111,3 | 111,7 | 111,6 | 110,9 |
| Taux de dépense publique | % du PIB | 58,4 | 57,6 | 56,6 | 56,6 | 55 | 54,3 | 53,8 |
| Croissance en volume du budget | % | 2,6 | -1,1 | -1,5 | -0,6 | 0,3 | 0,2 | 0,6 |
| Croissance du PIB (vol.) | % | 6,8 | 2,7 | 1,0 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 1,8 |

Source : DG Trésor, Natixis

Principales données financières 2023

- **Contexte macro-économique**
 - Croissance France 1,0 %
 - Croissance Zone € 1,5 %
 - Inflation 4,2 %
- **Administrations publiques**
 - Croissance en volume de la dépense publique -1,5 %
 - Déficit public (% du PIB) 5,0 %
 - Dettes publiques (% du PIB) 111,2 %
- **Collectivités locales**
 - Transferts financiers de l'État 107 782 millions €
 - dont concours financiers de l'État 53 270 millions €
 - dont DGF 26 798 millions €



➤ **Les principales mesures de la loi de finances 2023 en direction des collectivités territoriales :**

Le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux Finances publiques, à savoir un retour du déficit public sous le seuil des 3%.

Les prévisions des concours financiers aux collectivités locales s'établissent comme suit :

| (en Mds € courants) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Concours financiers | 53,15 | 53,31 | 53,89 | 54,37 | 54,57 |

Le projet de loi de finances 2023, prévoit une hausse des transferts de l'Etat aux collectivités : ils atteignent 107,5 milliards d'euros contre 105,9 en 2022. Cette augmentation est principalement liée à l'abondement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, alors que les dotations pour le soutien à l'investissement stagnent voire diminuent notamment pour la DSIL.

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à **1,8** milliard € dans le PLF 2023, montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : **1 046** millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : **570** millions € (-337 millions € par rapport à 2022)
- dotation politique de la ville (DPV) : **150** millions €

(nota : la commune de La Turballe ne mobilisera pas de DETR, ni de DSIL en 2023 pour le financement de ces projets d'investissement – report de la candidature de la ville pour une sollicitation des concours de l'Etat en 2024).

Par ailleurs, un crédit est inscrit au budget général sur le « fonds vert ».

Il répond à l'engagement du Gouvernement en matière de lutte contre le changement climatique annoncé fin Août avec la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

Doté de 1,5 milliards d'euros, ce fonds vise à soutenir les projets de collectivités territoriales en terme de :

- performance environnementale (rénovation énergétique des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public...)
- adaptation des territoires aux changements climatiques
- amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émissions...)

nota : la commune souhaite mobiliser le nouveau fonds vert en 2023 pour le financement d'un projet d'investissement.

III - DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA TURBALLE

Le budget de la commune de La Turballe est composé du budget principal et de deux budgets annexes : cimetière et VVF.

Montant du réalisé prévisionnel 2022 tous budgets consolidés (BP+ DM des budgets principal, cimetière et VVF avec résultats antérieurs) :

Section de fonctionnement :

Dépenses de fonctionnement : 7 573 957,03 €

Recettes de fonctionnement : 11 122 187,79 €

Section d'investissement :

Dépenses d'investissement : 5 494 929,98 €

Recettes d'investissement : 3 874 139,23 €

Niveaux d'épargne tous budgets consolidés :

Epargne brute réalisée 2022 : 3 599 797 €

Epargne nette réalisée 2022 : 2 797 718 €

Endettement tous budgets consolidés :

Encours de dette Budget principal au 01/01/2023 : 4 917 315 €

Capacité de désendettement (avec résultats antérieurs) : 1,36 an

Dette par habitant : 1 018 € (budget principal)

Encours de dette Budget VVF au 01/01/2023 : 688 299 €

Encours de dette consolidé : 5 605 612 €

Dette par habitant budgets consolidés : 1 161 €

Taux d'imposition 2022 :

Taxe Foncier Bâti : 36,14 %

Taxe Foncier Non Bâti : 48.93 %

Taxe d'Habitation sur résidences secondaires : 16,28 %

Effectifs de la collectivité (2022) :

Budget principal : 87 ETP inscrits au tableau des effectifs au 31/12/2022

Seul le budget principal supporte des effectifs

IV - RETROSPECTIVE BUDGETAIRE DE LA COMMUNE

Rappel des objectifs financiers 2022 :

- Développer la démarche de projet :

Objectifs : rendre plus lisible l'action politique pour les habitants et les élus. Assurer et suivre la mise en œuvre du projet de mandat. Être au plus fin dans l'exécution budgétaire et développer une logique de prospective et d'anticipation.

- La nécessaire maîtrise des dépenses de fonctionnement :

Objectifs : poursuivre la maîtrise des dépenses courantes comme les années précédentes : maintenir les dépenses liées aux charges à caractères générales (chp 11) dans l'enveloppe votée en 2021.

L'augmentation des charges de personnel devra elle aussi être contenue (en tenant compte des évolutions de carrière et en optimisant les remplacements saisonniers).

- maintenir un programme d'investissement prospectif : poursuivre la politique de gestion des investissements de manière échelonnée jusqu'à la fin du mandat, en programmant la réalisation des projets phares sur plusieurs exercices budgétaires : l'objectif est d'inscrire au plus juste les dépenses nécessaires.

Poursuivre la mise en œuvre et la création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement (parc paysager de Trescalan,....) en corrélation avec l'engagement des projets.

Le résultat de clôture (résultats provisoires arrêtés au 20/12/2022)

Budget principal Ville

| | Résultats antérieurs (N-1) | Résultats comptables N | Résultats cumulés | Restes à réaliser | Résultats disponibles |
|-----------------------|----------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| Fonctionnement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 7 174 947,27 € | 7 174 947,27 € | | 7 174 947,27 € |
| Recettes | 3 098 149,83 € | 7 803 235,31 € | 10 901 385,14 € | | 10 901 385,14 € |
| Total | 3 098 149,83 € | 628 288,04 € | 3 726 437,87 € | 0,00 € | 3 726 437,87 € |
| Investissement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 5 366 159,80 € | 5 366 159,80 € | 384 502,38 € | 5 750 662,18 € |
| Recettes | 1 475 139,94 € | 2 110 463,90 € | 3 585 603,84 € | 325 031,00 € | 3 910 634,84 € |
| Total | 1 475 139,94 € | -3 255 695,90 € | -1 780 555,96 € | -59 471,38 € | -1 840 027,34 € |
| TOTAL GENERAL | 4 573 289,77 € | -2 627 407,86 € | 1 945 881,91 € | -59 471,38 € | 1 886 410,53 € |

Budget annexe Cimetière

| | Résultats antérieurs (N-1) | Résultats comptables N | Résultats cumulés | Restes à réaliser | Résultats disponibles |
|-----------------------|----------------------------|------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|
| Fonctionnement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 34 370,00 € | 34 370,00 € | | 34 370,00 € |
| Recettes | 25 353,50 € | 31 680,00 € | 57 033,50 € | | 57 033,50 € |
| Total | 25 353,50 € | -2 690,00 € | 22 663,50 € | 0,00 € | 22 663,50 € |
| Investissement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € |
| Recettes | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € |
| Total | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL GENERAL | 25 353,50 € | -2 690,00 € | 22 663,50 € | 0,00 € | 22 663,50 € |

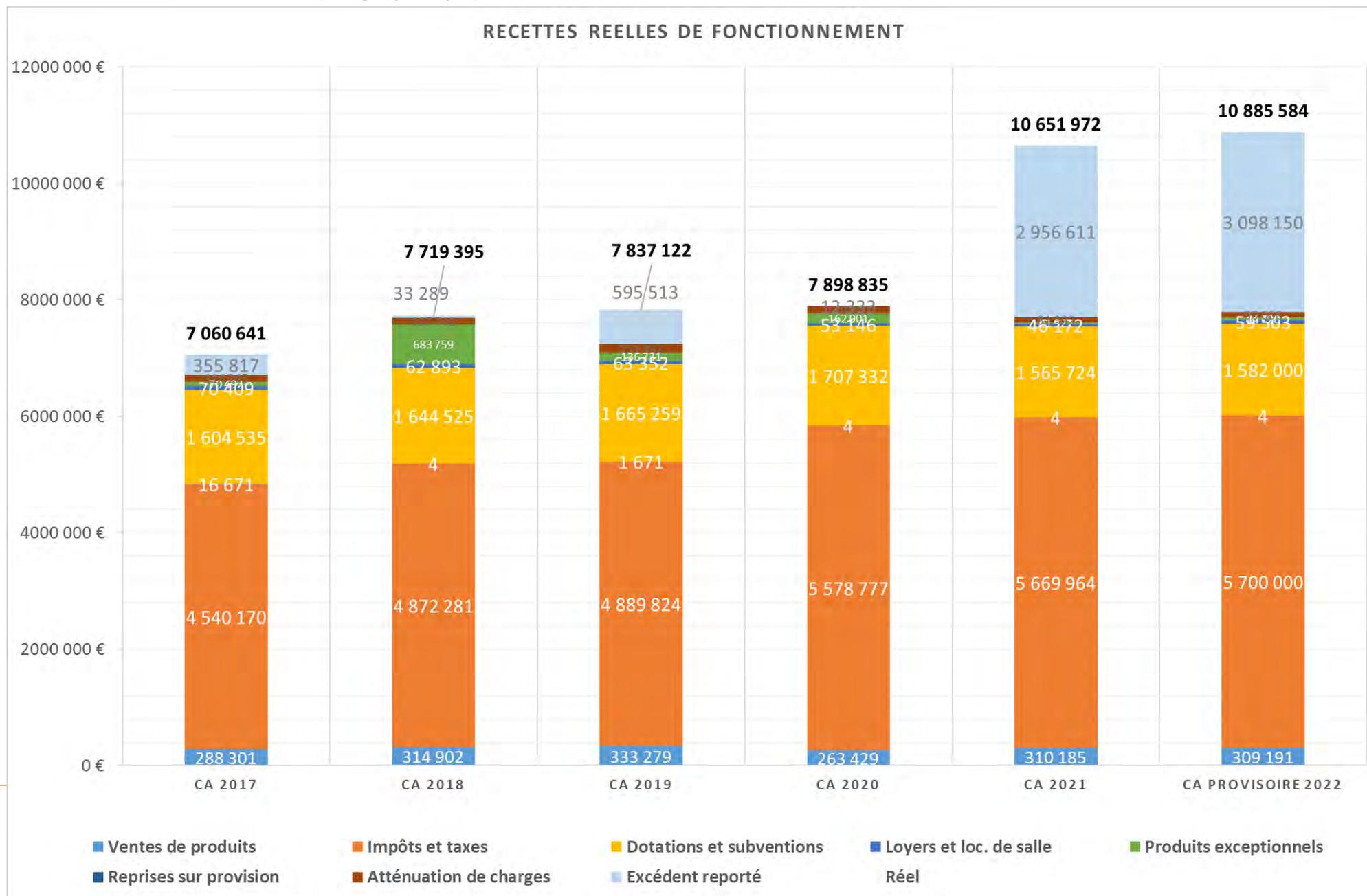
Budget annexe VVF

| | Résultats antérieurs (N-1) | Résultats comptables N | Résultats cumulés | Restes à réaliser | Résultats disponibles |
|-----------------------|----------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|
| Fonctionnement | | | | | |
| Dépenses | 129 784,50 € | 234 855,26 € | 364 639,76 € | | 364 639,76 € |
| Recettes | 0,00 € | 163 769,15 € | 163 769,15 € | | 163 769,15 € |
| Total | -129 784,50 € | -71 086,11 € | -200 870,61 € | 0,00 € | -200 870,61 € |
| Investissement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 128 770,18 € | 128 770,18 € | | 128 770,18 € |
| Recettes | 98 061,80 € | 190 473,59 € | 288 535,39 € | | 288 535,39 € |
| Total | 98 061,80 € | 61 703,41 € | 159 765,21 € | 0,00 € | 159 765,21 € |
| TOTAL GENERAL | -31 722,70 € | -9 382,70 € | -41 105,40 € | 0,00 € | -41 105,40 € |

Tous budgets consolidés

| | Résultats antérieurs (N-1) | Résultats comptables N | Résultats cumulés | Restes à réaliser | Résultats disponibles |
|-----------------------|----------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| Fonctionnement | | | | | |
| Dépenses | 129 784,50 € | 7 444 172,53 € | 7 573 957,03 € | | 7 573 957,03 € |
| Recettes | 3 123 503,33 € | 7 998 684,46 € | 11 122 187,79 € | | 11 122 187,79 € |
| Total | 2 993 718,83 € | 554 511,93 € | 3 548 230,76 € | 0,00 € | 3 548 230,76 € |
| Investissement | | | | | |
| Dépenses | 0,00 € | 5 494 929,98 € | 5 494 929,98 € | 384 502,38 € | 5 879 432,36 € |
| Recettes | 1 573 201,74 € | 2 300 937,49 € | 3 874 139,23 € | 325 031,00 € | 4 199 170,23 € |
| Total | 1 573 201,74 € | -3 193 992,49 € | -1 620 790,75 € | -59 471,38 € | -1 680 262,13 € |
| TOTAL GENERAL | 4 566 920,57 € | -2 639 480,56 € | 1 927 440,01 € | -59 471,38 € | 1 867 968,63 € |

Les recettes de fonctionnement (budget principal)





Recettes de fonctionnement

RECETTES

| Libellé | Réalisé 2021 | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Ventes de produits | 310 185,37 | 311 500,00 | 322 600,00 | 309 190,88 |
| Impôts et taxes | 5 669 963,52 | 5 690 876,00 | 5 852 080,00 | 5 700 000,00 |
| Remboursement frais financiers | 4,26 | 5,00 | 5,00 | 4,26 |
| Dotations et subventions | 1 565 723,96 | 1 559 368,00 | 1 591 482,00 | 1 582 000,00 |
| Loyers et locations de salle | 46 171,93 | 50 000,00 | 50 000,00 | 59 502,93 |
| Produits exceptionnels | 21 920,69 | 15 000,00 | 37 654,00 | 44 719,62 |
| Atténuation de charges | 81 391,64 | 98 200,00 | 98 200,00 | 90 666,14 |
| Reprises sur provisions | 0,00 | 0,00 | 5 850,00 | 1 350,00 |
| Excédent reporté | 2 956 611,00 | 3 098 149,83 | 3 098 149,83 | 3 098 149,83 |
| Réel | 10 651 972,37 | 10 823 098,83 | 11 056 020,83 | 10 885 583,66 |
| Travaux en régie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dotations aux amortissements | 18 141,55 | 16 400,00 | 16 400,00 | 12 399,48 |
| Autres écritures d'ordre | 1 175,00 | 0,00 | 0,00 | 3 402,00 |
| Ordre | 19 316,55 | 16 400,00 | 16 400,00 | 15 801,48 |
| TOTAL | 10 671 288,92 | 10 839 498,83 | 11 072 420,83 | 10 901 385,14 |
| Solde de fonctionnement | 3 788 149,83 | 0,00 | 0,00 | 3 726 437,87 |

Constat :

La prévision de clôture de l'exercice 2022 présente un excédent de fonctionnement estimé à 3 700 000 €, dans les mêmes proportions qu'en 2021. Cet excédent était, entre autre, la conséquence de l'intégration du produit de la vente du camping municipal avec une recette « exceptionnelle » de **2 274 722,95 €** à la section de fonctionnement.

Le nouvel excédent important est encore lié à l'intégration de cette recette qui n'a pas été consommée dans sa totalité sur l'exercice 2022. Elle se cumule également avec une maîtrise des dépenses, malgré un contexte économique tendu (forte inflation, entrée dans la crise énergétique), un plan de relance du

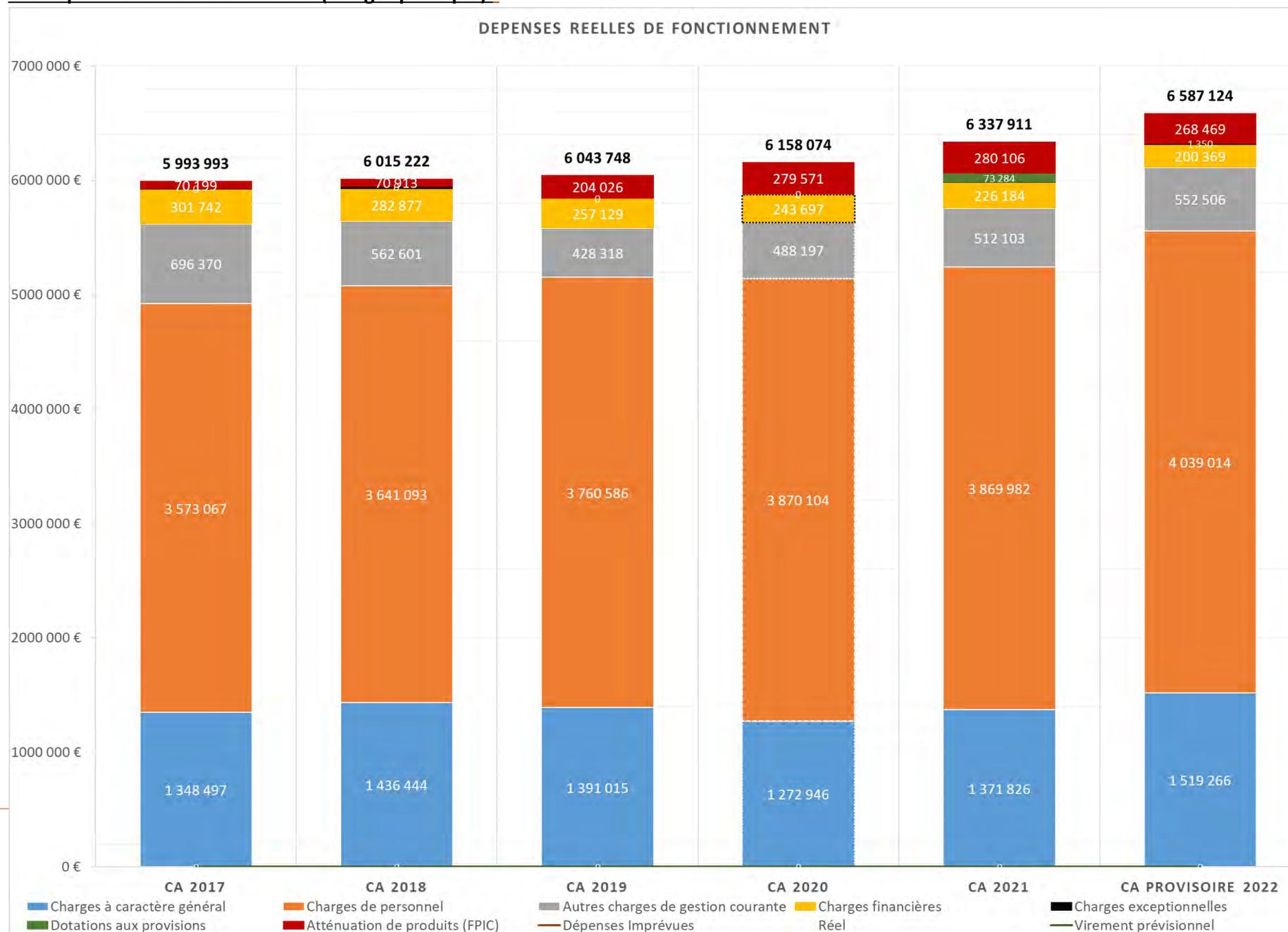
pouvoir d'achat du gouvernement à la charge des collectivités locales (hausse des salaires...) et une reprise de l'activité après la crise COVID subie en 2020 et 2021.

Les recettes de fonctionnement continuent d'augmenter, témoin là aussi d'une reprise d'activité (perception des droits de terrasse, produit du domaine) et d'une légère augmentation de certaines dotations de l'Etat (DSR et DNP notamment).

Cette situation financière permet de dégager des capacités d'autofinancement conséquentes et d'améliorer l'épargne nette de la commune (2 914 221 € en 2022 / 3 691 152 en 2021 et 1 031 649 en 2020).

Comme l'année passée, cela a permis de ne pas recourir à l'emprunt pour financer l'investissement qui entre dans sa phase d'exécution du projet de mandat avec la mise en œuvre, à partir de 2022 des projets structurants du mandat.

Les dépenses de fonctionnement (budget principal) :



DÉPENSES

| Libellé | Réalisé 2021 | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 |
|-------------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| Charges à caractère général | 1 371 825,72 | 1 653 684,00 | 1 709 583,00 | 1 519 265,58 |
| Charges de personnel | 3 869 981,64 | 4 232 669,00 | 4 298 144,00 | 4 039 013,79 |
| Autres charges de gestion courante | 512 102,54 | 583 048,46 | 608 063,46 | 552 505,93 |
| Charges financières | 226 184,44 | 208 600,00 | 208 600,00 | 200 369,00 |
| Provision pour dépenses imprévues | 0,00 | 149 949,23 | 313 281,23 | 0,00 |
| Charges exceptionnelles | 4 427,83 | 10 600,00 | 10 600,00 | 6 150,41 |
| Atténuation de produits (dont FPIC) | 280 105,54 | 326 618,00 | 248 469,00 | 268 469,00 |
| Dotations aux provisions | 73 283,62 | 20 000,00 | 21 350,00 | 1 350,00 |
| Réel | 6 337 911,33 | 7 185 168,69 | 7 418 090,69 | 6 587 123,71 |
| Dotations aux amortissements | 543 487,76 | 580 000,00 | 580 000,00 | 579 109,46 |
| Autres écritures d'ordre | 1 740,00 | 0,00 | 0,00 | 8 714,10 |
| Virement prévisionnel | 0,00 | 3 074 330,14 | 3 074 330,14 | 0,00 |
| Ordre | 545 227,76 | 3 654 330,14 | 3 654 330,14 | 587 823,56 |
| TOTAL | 6 883 139,09 | 10 839 498,83 | 11 072 420,83 | 7 174 947,27 |

Constat :

Cette prévision de clôture met en avant des dépenses de fonctionnement plus élevées qu'en 2021 qui restent cependant inférieur à la prévision faite au moment du vote du budget 2022.

Elles représentent une augmentation de + 3,93 % (dépenses réelles) entre le réalisé 2021 et 2022 soit un montant de dépenses réelles de + 249 212,38 € entre les deux exercices budgétaires.

Cela s'explique principalement par la reprise de l'activité dans tous les services municipaux après deux années de crise COVID et notamment les animations estivales, mais aussi le début de la crise énergétique et la forte inflation, qui n'ont pas épargné le budget de la commune.

De manière plus précise, il convient de mettre en avant :

- Une maîtrise de la masse salariale (012) : le nombre d'agents inscrits au tableau des effectifs reste stable avec 87 agents. Il y a malgré tout une augmentation des charges de personnel de près de 170 000 € entre la prévision de clôture 2022 et le CA 2021.

L'évolution des carrières des agents est à prendre en compte dans cette augmentation mais le fait marquant en 2022 reste la mise en œuvre de la politique gouvernementale en faveur du pouvoir d'achat :

- Augmentation du SMIC en deux temps (Mars et Juin 2022)
- Revalorisation des grilles des catégories B
- Revalorisation du point d'indice de la fonction publique en juillet 2022

Cela aura également une conséquence financière non neutre en 2023 puisque ces mesures seront effectives sur une année entière.

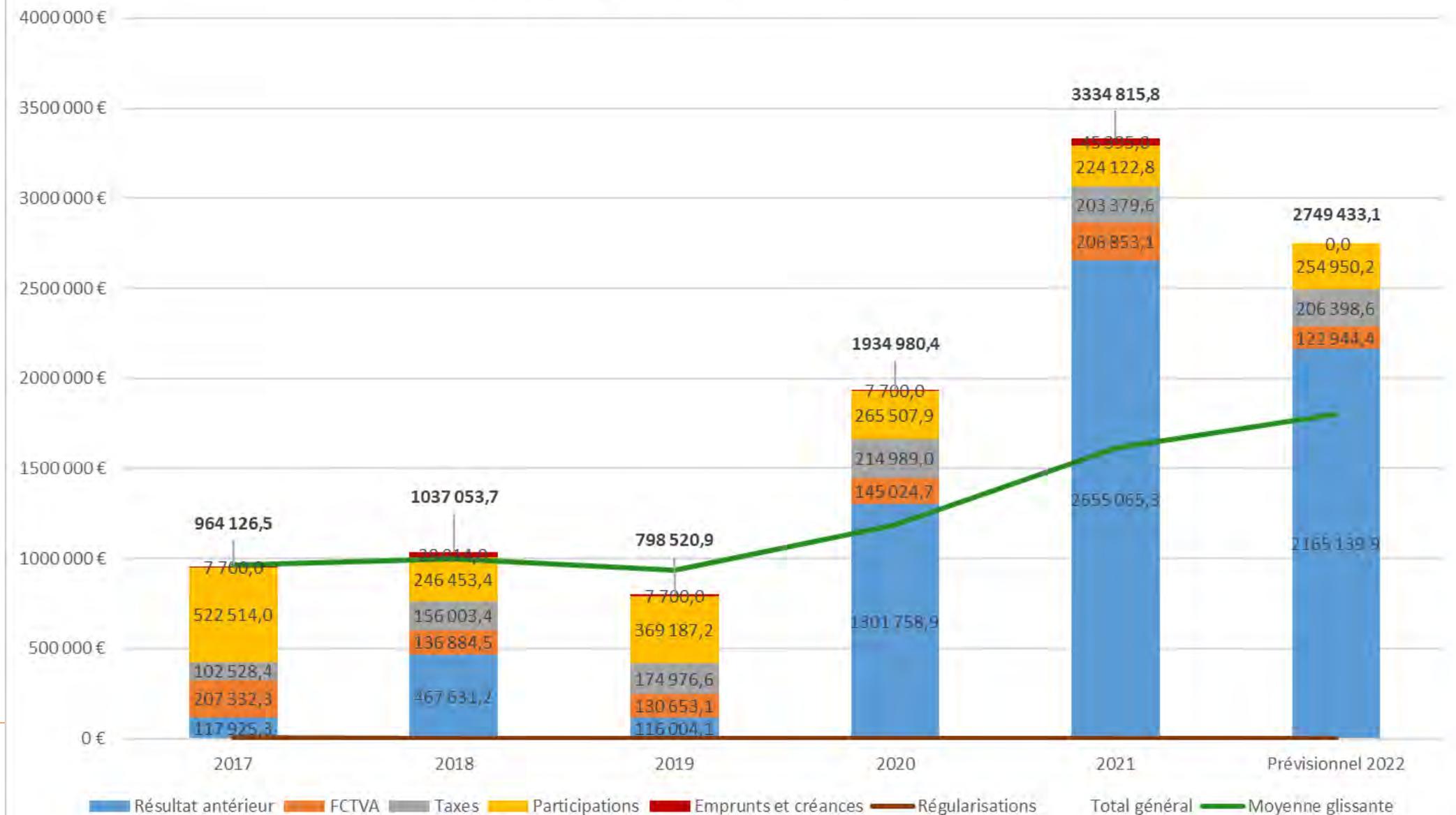
- Les autres charges de gestion courante (65) ont évolué à la hausse en 2022 (estimation de + de 7,89 %). La revalorisation du point d'indice a eu un impact sur le montant des indemnités des élus (+2 500 €). Par ailleurs, le dynamisme du marché immobilier a généré un nombre important de demandes d'autorisation d'urbanisme en 2022 et par conséquent un coût du service refacturé par CAP Atlantique à la hausse (+5 000€) puisque ce service est payé à l'acte d'urbanisme.

- Les charges à caractère général (011) subissent elles aussi une augmentation entre 2021 et 2022, à l'instar du budget voté en mars dernier. L'ensemble des dépenses liées aux fluides connaît une forte hausse par rapport à 2021 mais restent tout de même en dessous des prévisions budgétaires excepté pour les carburants. Une estimation forte avait été faite mais des mesures d'économie d'énergie ont été mise en place dès le printemps 2022 (réduction de l'éclairage public) qui ont fait leur preuve assez rapidement. La reprise des animations (concert du Festivent) et une programmation estivale plus étoffée contribuent aussi à cette hausse par rapport à 2021. De nombreuses animations en 2021 avaient été « financées » sur 2020 et reportées en 2021 suite au COVID. Le concert du Festivent n'avait pas eu lieu depuis 2 ans et de nouveau pu se tenir en 2022.

Le niveau de dépenses des charges à caractère général reste tout de même moins élevé que la prévision budgétaire. Avec une consommation de 89% de l'enveloppe votée (au 10 décembre 2022).

Les recettes d'investissement

Recettes réelles d'investissement

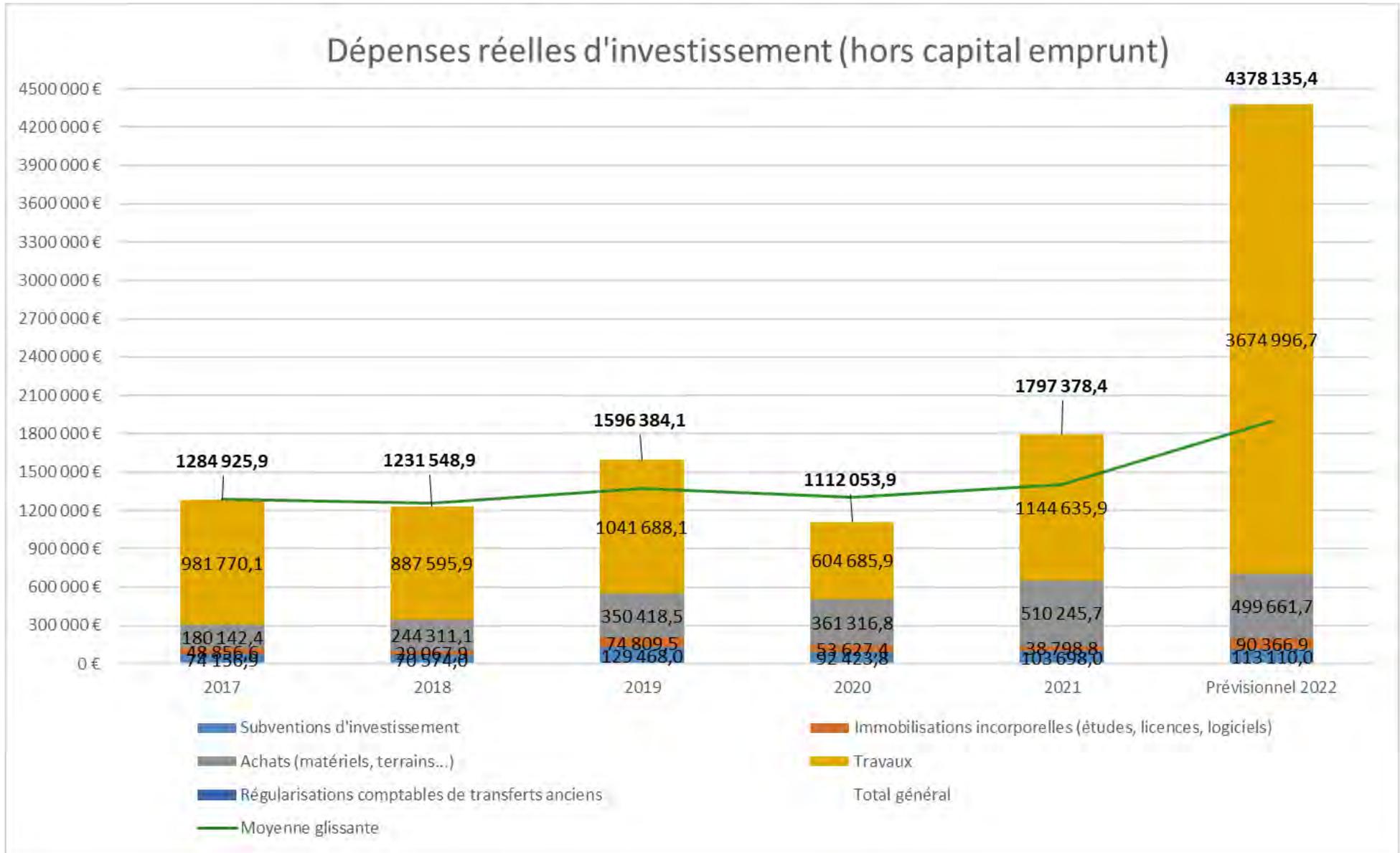


RECETTES

| Libellé | Réalisé 2021 | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Subventions d'investissement | 224 122,81 | 134 406,00 | 123 102,99 | 254 950,18 |
| Reste à réaliser | 0,00 | 433 584,00 | 578 112,00 | 0,00 |
| FCTVA | 206 853,14 | 125 000,00 | 125 000,00 | 122 944,35 |
| Affectation résultat fonctionnement n-1 | 538 088,31 | 690 000,00 | 690 000,00 | 690 000,00 |
| Dotations, fonds divers et réserves (autres) | 203 379,55 | 180 000,00 | 180 000,00 | 206 398,58 |
| Cessions d'actifs (vente de biens) | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres immobilisations financières | 45 395,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Excédent | 2 116 977,03 | 1 475 139,94 | 1 475 139,94 | 1 475 139,94 |
| Réel | 3 334 815,84 | 3 058 129,94 | 3 191 354,93 | 2 749 433,05 |
| Opérations patrimoniales (écritures d'ordre) | 172 651,76 | 200 000,00 | 379 347,00 | 252 914,04 |
| Virement de la Section de Fonctionnement | 0,00 | 3 074 330,14 | 3 074 330,14 | 0,00 |
| Dotations aux amortissements | 543 487,76 | 580 000,00 | 580 000,00 | 579 109,46 |
| Autres écritures d'ordre | 1 740,00 | 0,00 | 0,00 | 4 147,29 |
| Ordre | 717 879,52 | 3 854 330,14 | 4 033 677,14 | 836 170,79 |
| Total | 4 052 695,36 | 6 912 460,08 | 7 225 032,07 | 3 585 603,84 |
| Solde d'investissement | 1 475 139,94 | 0,00 | 0,00 | -1 780 555,96 |



Les dépenses d'investissement



DÉPENSES

| Libellé | Réalisé 2021 | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Dépenses d'équipement | 1 294 259,89 | 5 302 036,67 | 4 986 865,19 | 4 271 206,36 |
| Reste à réaliser | 411 420,46 | 595 094,41 | 595 094,41 | |
| Dotations, fonds divers et réserves | 23 753,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Subvention d'équipement | 91 698,00 | 106 929,00 | 106 929,00 | 106 929,00 |
| Reste à réaliser subventions versées | | | | |
| Participation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 0,00 | 111 000,00 | 138 847,00 | 138 308,92 |
| Remboursement des emprunts (capital) | 564 454,90 | 581 000,00 | 581 000,00 | 581 000,00 |
| Déficit | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses Imprévues | 0,00 | 0,00 | 420 549,47 | 0,00 |
| Réel | 2 385 587,11 | 6 696 060,08 | 6 829 285,07 | 5 097 444,28 |
| Opérations patrimoniales (écritures d'ordre) | 172 651,76 | 200 000,00 | 379 347,00 | 252 914,04 |
| Travaux en régie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dotations aux amortissements | 18 141,55 | 16 400,00 | 16 400,00 | 12 399,48 |
| Autres écritures d'ordre | 1 175,00 | 0,00 | 0,00 | 3 402,00 |
| Ordre | 191 968,31 | 216 400,00 | 395 747,00 | 268 715,52 |
| Total | 2 577 555,42 | 6 912 460,08 | 7 225 032,07 | 5 366 159,80 |

Constat

Tout comme la section de fonctionnement, la section d'investissement a bénéficié cette année encore de l'intégration du produit de la vente du camping municipal en 2021.

En effet, le résultat excédentaire de 2021 a été reporté en 2022 et a permis de proposer un budget d'investissement solide et sans emprunt d'équilibre en 2022.

De plus, la commune a su mobiliser de nombreuses subventions pour le financement de ses projets, dont France relance Vélo ou France vue sur mer pour l'accompagner dans ses projets structurants (mobilité douces ; protection du littoral, sentier littoral Ker Elisabeth)

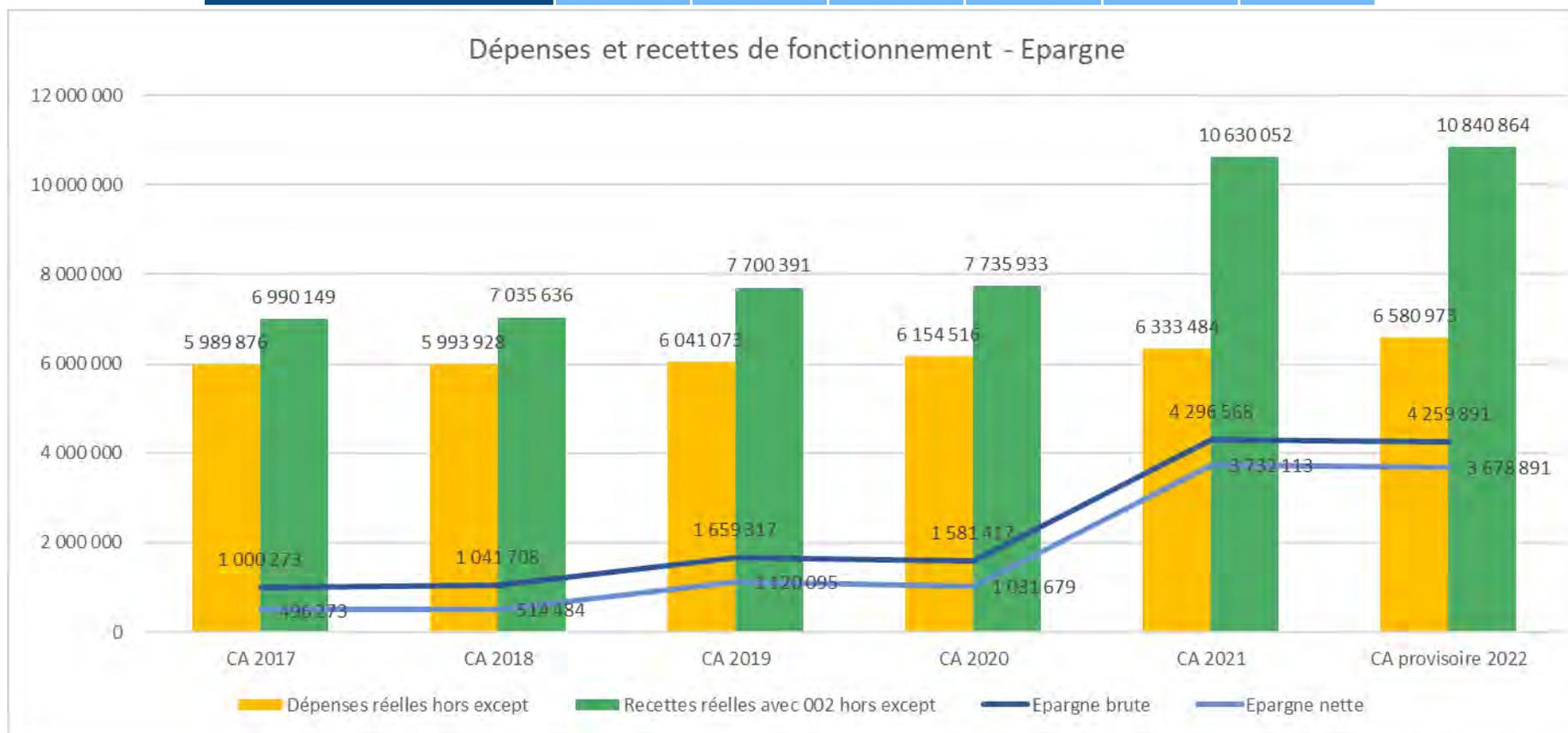
La poursuite de la démarche de pluri annualité dans l'inscription des dépenses a aussi permis de maîtriser le budget, de n'inscrire que les dépenses nécessaires sur l'année tout en affichant les engagements du mandat.

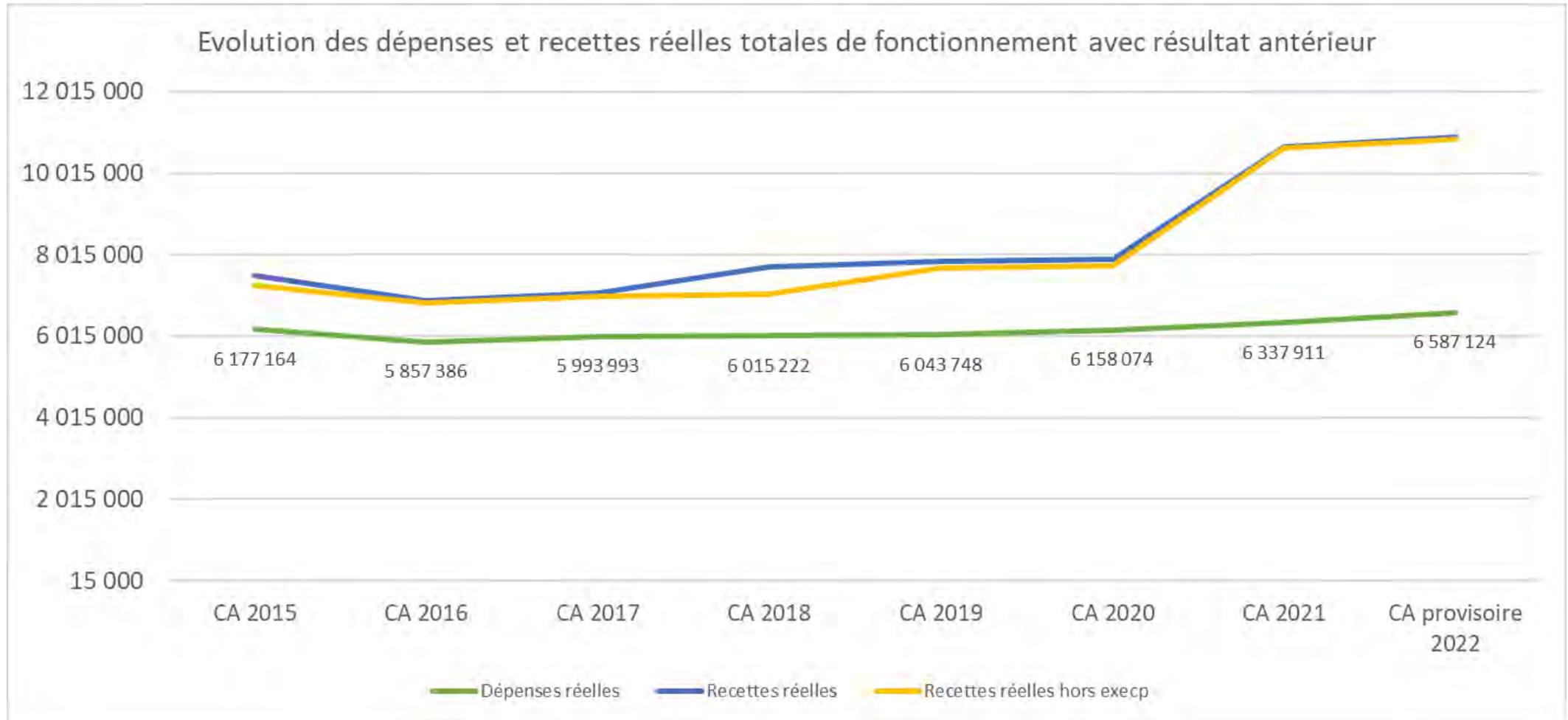
Ainsi, les dépenses d'investissements et les AP / CP ont été réajustées tout au long de l'année (3 décisions modificatives en 2022) pour être au plus juste de l'avancement des projets sans amputer la réalisation des travaux courants en ne mobilisant pas de crédits en investissement.

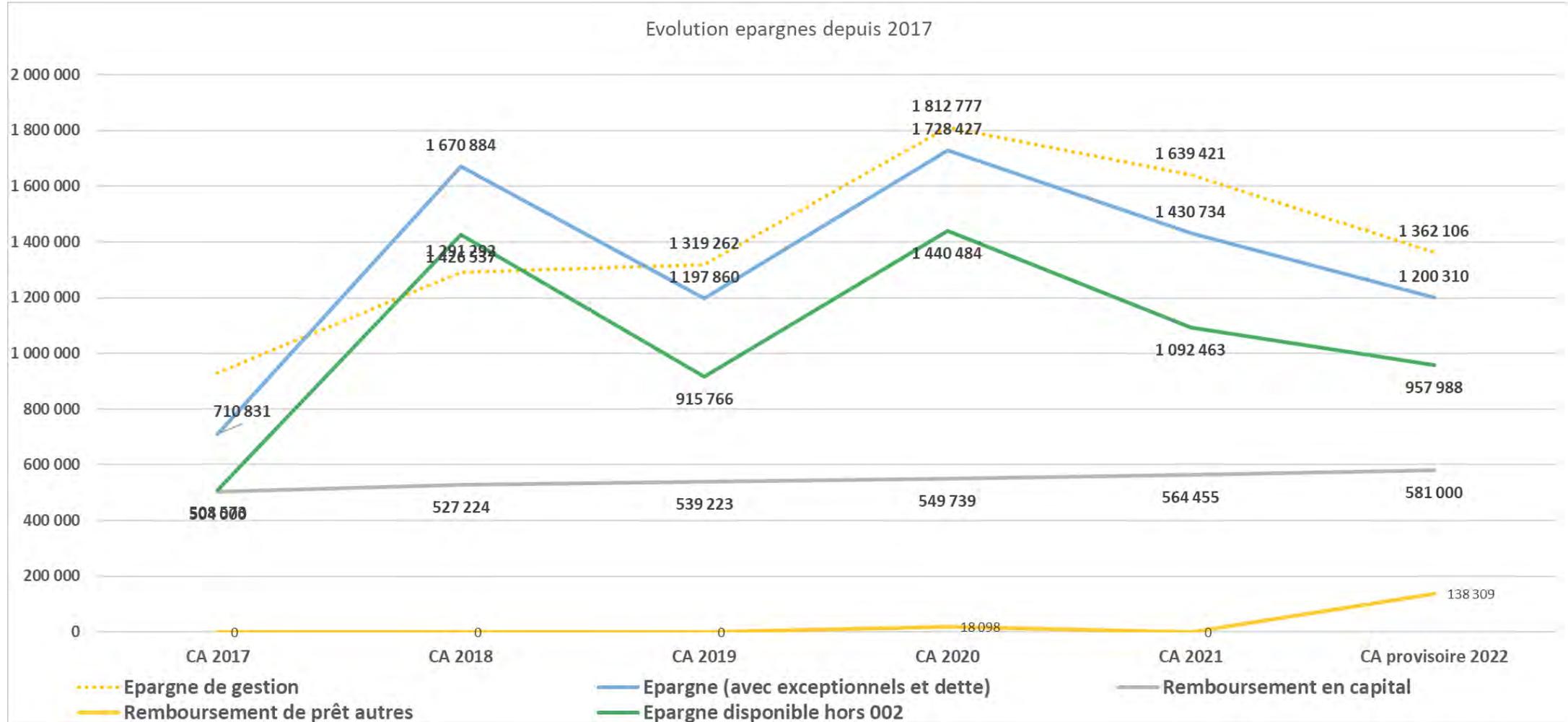
Avec un montant de travaux important, de l'ordre de 4 000 000 €, l'exercice 2022 marque l'engagement du projet politique pour le mandat 2020/2026, après les phases d'études réalisées pendant 2 ans.

Les grands indicateurs financiers / l'épargne (budget principal)

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 1 000 273 | 1 041 708 | 1 659 317 | 1 581 417 | 4 296 568 | 3 633 530 |
| Remboursement du capital de la dette | 504 000 | 527 226 | 539 223 | 567 837 | 564 455 | 719 309 |
| Epargne nette | 496 273 | 514 482 | 1 120 095 | 1 013 581 | 3 732 113 | 2 914 221 |









L'endettement :

Tous budgets consolidés :



Budget principal :



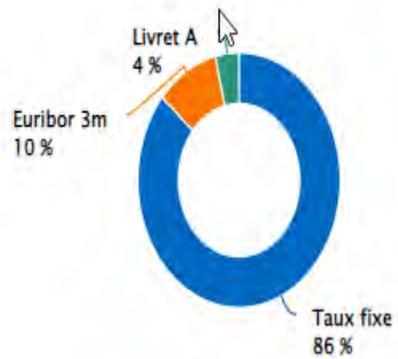


| CRD au 01/01/2023 | | Duration ⓘ | | Nombre de produits | | Nombre de preteurs | | | | | |
|---|--------|----------------|-------------|--------------------|--------------------|---|-----------------------|--|------------|--------------|---|
| 5 605 612,44 € | | 3,9 ans | | 9 | | 4 | | | | | |
| | | | | | | | | Télécharger Gestion des colonnes | | | |
| Référence | Nature | Crd | Date de Fin | CBC | Indexation | Banque | Budget | Prochaine échéance | | | |
| | | | | | | | | Taux | Date | Montant | |
| 2013/03 <i>MIS260098EUR</i> | EB | 1 494 302,82 € | 01/08/2030 | A1 | Taux fixe à 4,27% |  | VVF 32 % Commune 68 % | 4,27 % | 01/08/2023 | 231 571,76 € |  |
| 2011/01 <i>MGN276378EURR0298363007</i> | EB | 1 218 265,22 € | 01/12/2030 | A1 | Taux fixe à 5,30% |  | Commune 100 % | 5,30 % | 01/12/2023 | 197 680,51 € |  |
| 2010/01 Ream <i>EX MIN263250EUR</i> | EB | 938 920,37 € | 01/04/2032 | A1 | Taux fixe à 3,10% |  | Commune 100 % | 3,10 % | 03/04/2023 | 107 714,36 € |  |
| 2013/01 <i>00002468292F</i> | EB | 575 000,00 € | 12/07/2028 | A1 | Taux fixe à 3,40% |  | Commune 100 % | 3,40 % | 12/01/2023 | 29 996,11 € |  |
| 2014/01 <i>MIN500326EUR</i> | EB | 560 000,00 € | 01/01/2030 | A1 | Euribor 3m + 1,51% |  | Commune 100 % | 2,67 % | 02/01/2023 | 23 957,53 € |  |
| 2013/04 <i>MIS260098EUR</i> | EB | 489 003,77 € | 01/08/2028 | A1 | Taux fixe à 3,65% |  | Commune 100 % | 3,65 % | 01/08/2023 | 89 988,64 € |  |
| 1361769 <i>1361769</i> | EB | 132 708,42 € | 01/07/2029 | A1 | Livret A + 1,00% |  | VVF 100 % | 3,00 % | 02/01/2023 | 6 126,34 € |  |
| 2013/02 <i>00002518402F</i> | EB | 120 000,00 € | 29/11/2028 | A1 | Taux fixe à 3,50% |  | Commune 100 % | 3,50 % | 28/02/2023 | 6 061,67 € |  |
| 1361775 <i>1361775</i> | EB | 77 411,84 € | 01/01/2030 | A1 | Livret A + 1,00% |  | VVF 100 % | 3,00 % | 02/01/2023 | 3 359,39 € |  |



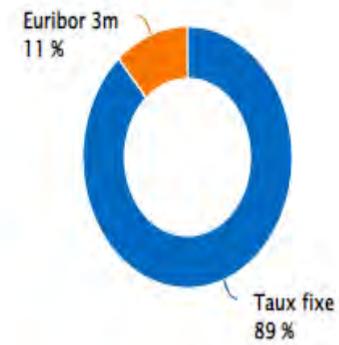
Tous budgets consolidés

Répartition par index au 01/01/2023

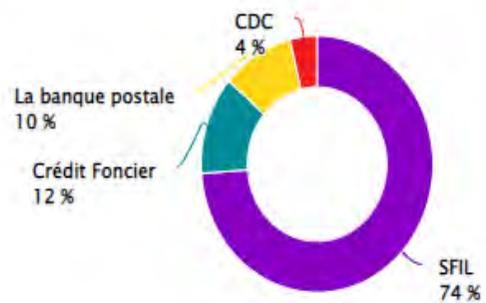


Budget principal

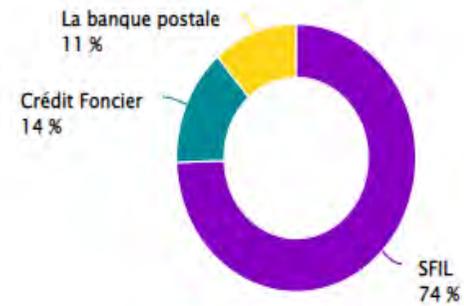
Répartition par index au 01/01/2023



Répartition par banque au 01/01/2023



Répartition par banque au 01/01/2023



V - LES PRINCIPALES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2023

• La prise en compte du contexte économique tendu et inflationniste : geler les dépenses de fonctionnement.

Bien plus que les années précédentes, il s'agit en 2023 de contenir les dépenses de fonctionnement dans un contexte inflationniste défavorable.

L'objectif d'attention aux dépenses de fonctionnement est une nécessité pour palier, entre autre, aux augmentations mécaniques que nous ne maîtriserons pas (notamment énergie) et faire face à l'augmentation du prix de certaines fournitures (denrées alimentaires, fluides....) et services (maintenance, prestations de services...)

Il s'agit aussi de prendre en compte les évolutions à venir dès 2023 liées à la mise en œuvre du pacte fiscal et financier de CAP Atlantique. Elles auront un impact sur les dépenses de fonctionnement en revalorisant les montants des attributions de compensation que la commune verse à CAP Atlantique (refacturation de la mutualisation à son coût réel).

L'objectif est bien de préserver l'autofinancement et d'éviter le recours à l'emprunt tout en permettant la réalisation des projets structurants du mandat et les investissements courants nécessaires.

La maîtrise des charges de personnel :

L'objectif affiché en 2023 est de maintenir la masse salariale (en nombre constant d'agents) au même niveau qu'en 2022. La mise en œuvre de nouveaux projets ayant un impact sur le fonctionnement doit se faire à effectif constant. Une optimisation dans l'emploi des saisonniers et la répartition des missions sera aussi à prévoir (réorganisation de l'affectation des saisonniers dans les services, du planning de travail de certain services...).

Il s'agit aussi de prendre en compte et « d'absorber » l'augmentation du point d'indice intervenu en juillet 2022 ainsi que les revalorisations salariales liées aux deux augmentations du SMIC en 2022.

- **Poursuivre la démarche de projet**

Le budget 2022 s'est construit dans une démarche de projet et de pluri annualité avec la création de plusieurs autorisations de programme et de crédit de paiement (AP/CP), ciblant les projets structurants du mandat.

En 2023, il n'y aura pas de nouveau grand projet annoncé ou inscrit dans le Plan Pluriannuel d'investissement. Celui-ci sera réactualisé tout comme les AP/CP afin de tenir compte des résultats des études engagées en 2021/2022 et qui se finalisent maintenant.

Il s'agit notamment des projets de restructuration de la place du marché, du réaménagement du parc paysager de Trescalan ou encore de la mise en œuvre du plan vélo avec la création de la piste cyclable en site propre boulevard de l'Europe.

- **Mettre en œuvre les projets structurants du mandat :**

Le budget 2023 sera marqué par la concrétisation des projets phares du mandat (mobilités douces, éclairage public, protection du littoral....) et l'entrée dans la phase opérationnelle de ces derniers ou la finalisation des études pour d'autres (Parc paysager de Trescalan, restructuration de la place du marché et de ses abords) afin qu'ils puissent débuter dès 2024.



Hypothèses d'évolutions en fonctionnement pour 2023- les recettes :

| Libellé | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 | BP 2023 |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Ventes de produits | 311 500,00 | 322 600,00 | 309 190,88 | 319 316,00 |
| Impôts et taxes | 5 690 876,00 | 5 852 080,00 | 5 700 000,00 | 6 191 578,00 |
| Remboursement frais financiers | 5,00 | 5,00 | 4,26 | 5,00 |
| Dotations et subventions | 1 559 368,00 | 1 591 482,00 | 1 582 000,00 | 1 653 651,90 |
| Loyers et locations de salle | 50 000,00 | 50 000,00 | 59 502,93 | 50 000,00 |
| Produits exceptionnels | 15 000,00 | 37 654,00 | 44 719,62 | 13 000,00 |
| Atténuation de charges | 98 200,00 | 98 200,00 | 90 666,14 | 60 000,00 |
| Reprises sur provisions | 0,00 | 5 850,00 | 1 350,00 | 0,00 |
| Excédent reporté | 3 098 149,83 | 3 098 149,83 | 3 098 149,83 | 1 992 744,95 |
| Réel | 10 823 098,83 | 11 056 020,83 | 10 885 583,66 | 10 280 295,85 |
| Travaux en régie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dotations aux amortissements | 16 400,00 | 16 400,00 | 12 399,48 | 0,00 |
| Autres écritures d'ordre | 0,00 | 0,00 | 3 402,00 | 0,00 |
| Ordre | 16 400,00 | 16 400,00 | 15 801,48 | 0,00 |
| TOTAL | 10 839 498,83 | 11 072 420,83 | 10 901 385,14 | 10 280 295,85 |

Les prévisions de recettes ont été faites, comme toujours, avec prudence, tout en tenant compte des augmentations annoncées notamment dans les concours de l'Etat et l'augmentation des bases pour les impôts et taxes (l'estimation d'augmentation des bases a été proposée au global à + 5.8 % en attente d'éléments fiabilisés qui évoquent une augmentation plutôt à 7%) et l'estimation de la recette de la taxe additionnelle (700 000 €).

Les recettes réelles estimées pour 2023 sont de l'ordre de 10 280 295 € dont 1 992 744,95 € d'excédent reporté (3 726 437,87 € de résultat fonctionnement 2022).

Elles incluent de nouvelles recettes telle que la taxe sur les éoliennes qui sera perçue en 2023 et dont le montant définitif sera connu en fin d'année, mais aussi la dotation de solidarité communautaire qui entre désormais dans les recettes de fonctionnement. Cette dotation était précédemment déduite du montant des attributions de compensation que la commune verse à CAP Atlantique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du pacte fiscal et financier entre CAP Atlantique et ses communes membres, les relations financières vont évoluer dès 2023.

Une refacturation des coûts de mutualisation au prix réel du service sera mise en œuvre progressivement à partir de 2023 pour atteindre 90% en 2025.

Parallèlement, le montant de la DSC augmentera graduellement pendant trois ans et atteindra 119 000 € en 2026. Il sera de 81 341 € en 2023.

Cela aura un impact direct sur les inscriptions budgétaires en fonctionnement avec des dépenses plus importantes que les années précédentes, sur le chapitre 65, prenant en compte l'augmentation du montant des attributions de compensation.

Les participations et dotations de l'Etat n'ayant pas encore été notifiées, une estimation est proposée avec une augmentation de l'ordre de 100 000 € par rapport au BP 2022, et tient compte des annonces gouvernementales et des dispositions de la loi de finances 2023. Ainsi, la dotation forfaitaire est prévue à hauteur de 980 000 € en 2023 contre 933 000 € en 2022.

La hausse des tarifs communaux a été actée pour 2023, (délibération du 6 décembre 2022) afin de tenir compte de l'inflation mais surtout de la hausse du coût de l'énergie, notamment pour les tarifs de location des salles municipales. Il convient de rappeler que les tarifs n'avaient pas été augmentés depuis plusieurs années.

Hypothèses d'évolutions en fonctionnement pour 2023- les dépenses :

| Libellé | BP 2022 | Budgété 2022 | Réalisé 2022 | BP 2023 |
|-------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Charges à caractère général | 1 653 684,00 | 1 709 583,00 | 1 519 265,58 | 1 883 038,00 |
| Charges de personnel | 4 232 669,00 | 4 298 144,00 | 4 039 013,79 | 4 514 750,00 |
| Autres charges de gestion courante | 583 048,46 | 608 063,46 | 552 505,93 | 584 116,84 |
| Charges financières | 208 600,00 | 208 600,00 | 200 369,00 | 203 000,00 |
| Provision pour dépenses imprévues | 149 949,23 | 313 281,23 | 0,00 | 73 445,48 |
| Charges exceptionnelles | 10 600,00 | 10 600,00 | 6 150,41 | 4 500,00 |
| Atténuation de produits (dont FPIC) | 326 618,00 | 248 469,00 | 268 469,00 | 377 658,58 |
| Dotations aux provisions | 20 000,00 | 21 350,00 | 1 350,00 | 20 000,00 |
| Réel | 7 185 168,69 | 7 418 090,69 | 6 587 123,71 | 7 660 508,90 |
| Dotations aux amortissements | 580 000,00 | 580 000,00 | 579 109,46 | 0,00 |
| Autres écritures d'ordre | 0,00 | 0,00 | 8 714,10 | 632 870,00 |
| Virement prévisionnel | 3 074 330,14 | 3 074 330,14 | 0,00 | 1 986 916,95 |
| Ordre | 3 654 330,14 | 3 654 330,14 | 587 823,56 | 2 619 786,95 |
| TOTAL | 10 839 498,83 | 11 072 420,83 | 7 174 947,27 | 10 280 295,85 |

➤ Les dépenses de personnel :

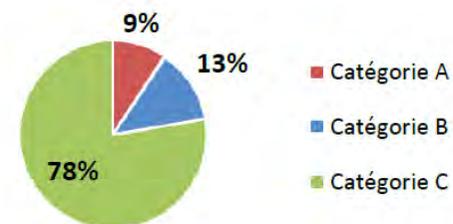
➤ Les charges de personnel / généralités

• Répartition de l'effectif au 31 décembre 2022

Age moyen des agents : 47 ans

59 % de femmes / 41 % d'hommes

Répartition des agents par catégorie



• Temps de travail :

Durée effective : 1 607 heures (délibération du 07 décembre 2021)

• Coût moyen mensuel par catégorie :

Les charges de personnels représentaient 53 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2022.

Elles sont estimées à 4 514 000 € en 2023.

➤ **Les charges de personnel / orientations pour 2023**

• **Poursuivre la maîtrise des dépenses de personnel :**

Il n'est pas prévu de création de postes titulaires en 2023, le tableau des effectifs compte, au 31 décembre 2022, 84 agents en poste dans la collectivité.

Une augmentation de 5% est tout de même prévue au chapitre 012 en 2023 par rapport au budget global voté en 2022.

Soit une inscription à hauteur de 4 514 000 €.

Cette augmentation prend en compte l'évolution mécanique des carrières des agents (GVT) mais surtout l'intégration des mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées par le gouvernement en 2022.

Elles s'appliquent désormais sur une année pleine.

Il s'agit de la hausse du SMIC pour les plus bas salaires, l'augmentation de la valeur du point d'indice et la revalorisation des grilles des catégories B.

Le forfait mobilité est toujours applicable cette année, il conviendra de se prononcer sur son éventuel élargissement suite aux dernières mesures gouvernementales.

• **finaliser la mise en place du télétravail :** la réflexion a été amorcée en 2022 avec les représentants du personnel. Elle devait se finaliser par une délibération en décembre 2022 et prévoir une mise en œuvre en janvier 2023. Le projet de protocole sera proposé aux nouveaux élus du CST dès le 1^{er} trimestre 2023.

• **Adapter les recrutements saisonniers :** en tant que station touristique, la commune fait appel à de nombreux saisonniers (41). Il convient cependant de se réinterroger sur l'optimisation des effectifs et leur affectation dans les différents services, différemment de l'année dernière.

L'objectif est de répartir le renfort saisonnier au plus près de l'activité réelle des services (technique, animation) en améliorant leur présence en fonction des besoins.

Ainsi, l'emploi d'un saisonnier en moins pourra être envisagé, notamment grâce à la refonte de l'organisation du service de Police Municipale.

- **finaliser la définition des lignes directrices de gestion** de la commune pour l'examen des évolutions de carrière des agents.

➤ Les autres dépenses de fonctionnement :

La maîtrise, voir le gel des charges à caractère générale est nécessaire pour faire face à la crise énergétique et à la forte hausse de l'inflation. Un plan de sobriété énergétique a été adopté par la collectivité et une attention a été portée sur les consommations de produits courants, notamment l'alimentation (restauration scolaire) pour rester dans l'enveloppe financière de 2022.

Malgré cela, les premières orientations du projet de budget 2023 au chapitre 011, prévoient une hausse de 148 000 € dont près de 90 000 € sont liées aux fluides (électricité, carburants, gaz).

2023 verra aussi le début de la mise en œuvre du pacte financier et fiscal régissant les relations financières entre CAP Atlantique et ses communes membres. Il s'agit d'un document élaboré en concertation, qui prévoit notamment de rétablir une plus juste répartition des charges de mutualisation au sein de l'intercommunalité et redéfinir le périmètre de la solidarité communautaire.

La refacturation des services mutualisés est actuellement de 43 % de leur coût réel. Il est prévu, d'ici 2026, que cette refacturation se fasse à hauteur de 90%. Pour La Turballe, cela représente une augmentation d'environ 50 000 € en 2023 qui sera concrétisée via les attributions de compensation que la commune verse à CAP Atlantique.

Parallèlement, la DSC qui était déduite du montant des AC, sera augmentée (81 341 € en 2023) et versée en recettes de fonctionnement.

Le FPIC n'est pas impacté par le pacte financier et fiscal, la dépense inscrite au BP 2023 sera à la hauteur de prélèvement 2022, soit 74 000 €.

Les dépenses réelles estimées pour ce nouvel exercice budgétaire sont de 7 660 508,90 €, soit une hausse de 3,27 % par rapport au Budget total 2022. Ces estimations sont issues des premiers dialogues de gestion avec les services et devront encore être affinées d'ici le vote du budget pour atteindre les objectifs de la lettre de cadrage.

La commune n'ayant pas contracté de nouvel emprunt en 2022, mécaniquement, les charges financières sont évidemment en diminution.

Zoom sur les impôts locaux :

Pour rappel, les taux votés en 2022 :

| | Bases effectives 2022 | Bases prévisionnelles 2023 | Taux communal 2023 |
|--------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|
| Taxe foncière bâtie | 9 966 569 | 10 544 630 | 36,14 % |
| Taxe foncière non bâtie | 45 241 | 52 097 | 48,93 % |

La prévision 2023 :

Conformément aux engagements de campagne, il n'est pas envisagé une augmentation des taux communaux en 2023.

Les taux votés seront donc identiques à ceux de l'année passée.

Le montant de l'augmentation des bases n'a pas encore été communiquée par les services des finances publiques, cependant, une orientation est prise par la collectivité avec une estimation d'augmentation des bases en lien avec l'inflation mais qui reste prudente, soit +5,8 %.

D'où une recette estimée en 2023 à **5 061 000 €** pour **4 700 000 €** perçus en 2022.

Ville de La Turballe

Simulation fiscalité 2023

| | Equivalent taxe d'habitation | Foncier bâti | Foncier non bâti | Taxe professionnelle | Total |
|---|------------------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| Bases estimées en 2023 | 7 522 981 | 10 544 630 | 52 097 | | 18 119 708 |
| Bases notifiées en décembre 2022 (état 1288) | 7 110 568 | 9 966 569 | 49 241 | | 17 126 378 |
| Evolution en masse | 412 413 | 578 061 | 2 856 | | 993 330 |
| Evolution en % | 5,80% | 5,80% | 5,80% | | 5,80% |
| Taux 2023 | 16,28% | 36,14% | 48,93% | | |
| Taux 2022 | 16,28% | 36,14% | 48,93% | | |
| Evolution en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | | |
| Produit 2023 | 1 224 741 | 3 810 829 | 25 491 | | 5 061 062 |
| Produit 2022 | 1 157 600 | 3 601 918 | 24 094 | | 4 783 612 |
| Evolution en masse | 67 141 | 208 911 | 1 397 | | 277 450 |
| Evolution en % | 5,80% | 5,80% | 5,80% | | 5,80% |

| | | | | | |
|--|-----------|-----------|--------|--------|------------------|
| Compensations estimées 2023 | 0 | 15 914 | 2 086 | 14 000 | 32 000 |
| Compensations 2022 | 0 | 15 907 | 2 086 | 14 581 | 32 574 |
| Evolution en masse | 0 | 7 | 0 | -581 | -574 |
| Evolution en % | | 0,04% | 0,00% | -3,99% | -1,76% |
| Total produit et compensations 2023 | 1 224 741 | 3 826 743 | 27 577 | 14 000 | 5 093 062 |
| Total produit et compensations 2022 | 1 157 600 | 3 617 825 | 26 180 | 14 581 | 4 816 186 |
| Evolution en masse | 67 141 | 208 918 | 1 397 | -581 | 276 875 |
| Evolution en % | 5,80% | 5,77% | 5,34% | -3,99% | 5,75% |

Le financement des investissements :

- FCTVA : estimation à 246 000 €
- les subventions d'investissement : environ 590 7670 € dont 254 950 € accordées lors des exercices précédents et inscrites en RAR dont notamment :
 - ✓ Les fonds de concours de CAP Atlantique : 127 500 € fonds de concours de CAP Atlantique pour l'exercice 2023 et 57 600 pour l'exercice 2022 pour le CTM.
 - ✓ 100 000 € France vue sur Mer pour le projet de Ker Elisabeth
 - ✓ 47 000 € pour l'étude sédimentaire du site de Ker Elisabeth
 - ✓ 49 000 € du Département pour le projet de Ker Elisabeth
 - ✓ 86 000 € France vue sur Mer pour la restauration des accès plages

La commune n'entend pas mobiliser en 2023 les dispositifs de financement habituels tels que la DSIL, la DETR. En effet, les projets éligibles ne seront pas prêts pour un commencement en 2023, comme exigé par les services de l'Etat. Elle prendra rang en 2024 pour le projet de réaménagement de la place du marché notamment.

Le nouveau dispositif « fonds vert » sera quant à lui sollicité pour les travaux en lien avec les économies d'énergie : remplacement de la chaudière de la mairie et la dernière tranche de rénovation des menuiseries de l'école Jules Verne.

En application du pacte financier et fiscal de CAP Atlantique, les fonds de concours que la commune pourra mobiliser en 2023 seront plus importants. Jusqu'en 2022, la commune disposait d'un montant de FDC de l'ordre de 57 600 €. Avec l'engagement pris par CAP Atlantique, dans le cadre du pacte fiscal et financier, d'abonder cette source de financement pour les projets communaux, il passera à 127 700 € à partir de 2023.

- pas d'inscription d'emprunt d'équilibre en 2023 (poursuite de la politique de désendettement de la commune)
- le virement prévisionnel de la section de fonctionnement : 1 986 916,96 €

Les dépenses d'investissement :

- les autorisations de programme et crédit de paiement :
Poursuite de la pluri annualisation des dépenses d'investissement pour les projets structurants du mandat.

Une mise à jour des AP/CP ouvertes en 2021 et 2022 sera proposée ainsi que la création de nouvelles AP/CP pour prendre en compte le démarrage et la programmation des nouveaux projets (exemple : vidéoprotection / parc paysager de Trescalan). 7 AP/CP ont actuellement été votées.

- actualisation du Plan pluriannuel d'investissement :

Mise à jour du PPI en lien avec les projets portés par l'équipe municipale et leur réalisation lissée sur la durée du mandat. Le PPI permet l'affichage des projets phares tels que le développement des liaisons douces, la mise à jour de l'éclairage public, la protection de l'environnement et des espaces littoraux.

Une attention est toujours portée sur l'entretien du patrimoine communal et les investissements courants.

- poursuite d'une politique engagée en faveur des acquisitions foncières et les aides à l'habitat (budget annuel récurrent de 325 000 €)

- remboursement du capital de la dette : 597 000 €

- l'équipement des services : après un effort en 2022 avec une inscription proposée à hauteur de 71 000 € notamment pour permettre la rénovation et l'adaptation des pratiques (services entretien), l'extension du cimetière, l'enveloppe proposée cette année devrait retrouver le niveau des années précédentes, soit 45 000 €

Les orientations pluriannuelles

Liste des AP/CP (créations en 2021 et 2022, réactualisations en 2022 et à prévoir en 2023 dans le cadre du vote du budget)

| N° AP | Libellé | Montant AP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|-----------------------------|--|--------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 2021001 | CTM | 3 668 592,96 | 311 078,19 | 2 915 633,29 | 441 881,48 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2021002 | SENTIER LITTORAL KER ELISABETH | 494 022,70 | 6 196,80 | 98 325,90 | 317 900,00 | 17 900 | 17 900 | 17 900 | 17 900 |
| 2021003 | REAMENAGEMENT CENTRE VILLE | 871 000,00 | 13 207,20 | 131 000 | 176 792,80 | 300 000 | 250 000 | 0 | 0 |
| 2021004 | CHANGEMENT MENUISERIES GROUPE SCOLAIRE | 294 963,74 | 144 963,74 | 0 | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2021005 | LIAISON DOUCE | 280 000,00 | 6 330,72 | 35 542,00 | 88 127,28 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 0 |
| 2021006 | ECLAIRAGE PUBLIC | 700 000,00 | 0 | 25 000 | 175 000 | 125 000 | 125 000 | 125 000 | 125 000 |
| 2021007 | PROTECTION ET RESTAURATION DU LITTORAL | 690 200,00 | 0 | 390 000 | 100 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| 2022001 | VIDEOPROTECTION | 60 000 | 0 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | | | |
| 2022002 | ACCESSIBILITE | 300 000 | | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 0 |
| 2022003 | AMENAGEMENT RUE COLBERT | 705 000 | 0 | 6 500 | 0 | 348 500 | 350 000 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSES AP/CP | | 8 063 779,4 | 481 776,65 | 3 680 001,19 | 1 529 701,56 | 971 400 | 902 900 | 302 900 | 242 900 |

Le programme pluriannuel d'investissement des projets

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL MANDAT |
|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Acquisitions foncières | 223 434,92 | 291 938 | 325 000,00 | 325 000,00 | 325 000,00 | 325 000,00 | 1 815 372,92 |
| Investissements courants | | | | | | | 2 298 710,02 |
| Service Technique | 32 548,62 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 2 032 548,62 |
| Autres services | 14 847,40 | 71 314,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | 266 161,40 |
| Entretien du patrimoine | | | | | | | 740 985,00 |
| Menuiserie groupe scolaire Jules Verne | | | 150 000,00 | | | | 150 000,00 |
| Audit énergétique | | 5 000,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 305 000,00 |
| Entretien courant | 35 985,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 285 985,00 |
| Parc paysager de Trescalan | | 10 000,00 | 20 000,00 | | 200 000,00 | | 230 000,00 |
| Centre technique municipal | 311 078,19 | 2 915 633,29 | 441 881,48 | | | | 3 668 592,96 |
| Remise aux normes du restaurant scolaire | | | 20 000,00 | | | | 20 000,00 |
| Aménagement de la rue Colbert | | 6 500,00 | | 348 500,00 | 350 000,00 | | 705 000,00 |
| Aménagements littoraux | | | | | | | 1 276 159,70 |
| Restauration et protection du littoral | | 390 200,00 | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 640 200,00 |
| Sentier littoral Ker Elisabeth | 6 196,80 | 98 325,90 | 455 000,00 | 17 900 | 17 900 | 17 900 | 613 222,70 |
| Aménagement front de mer | | 2 737,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 22 737,00 |
| Centre-ville | 13 207,20 | 131 000,00 | 176 792,80 | 300 000,00 | 250 000,00 | | 871 000,00 |
| Circulations douces | 6 330,72 | 35 542,00 | 290 000,00 | 250 000,00 | 200 000,00 | 120 000,00 | 901 872,72 |
| Eclairage public | | | | | | | 765 745,20 |
| Entretien courant | 15 745,20 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 140 745,20 |
| Schéma d'aménagement lumière | | 50 000,00 | 200 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 625 000,00 |
| Accessibilité | 46 431,24 | 106 104,42 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 312 535,66 |
| Vidéoprotection | | | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000 | | 60 000,00 |
| TOTAL PROJETS | 705 715,29 | 4 589 294,61 | 2 783 674,28 | 2 121 400,00 | 2 131 900,00 | 1 322 900,00 | 13 745 974,18 |

VI – BUDGETS ANNEXES

Budget cimetière :

Le budget cimetière supportera en 2023 des achats de caveaux (43 caveaux de 2 places) pour environ 66 000 €.

Les recettes sont estimées à la même hauteur qu'en 2022.

Budget VVF :

Le budget annexe du site de la Croix de l'Anse est toujours déficitaire. Malgré une augmentation du montant du loyer versé par l'exploitant (VVAF), le déficit cumulé ne pourra être absorbé cette année encore.

La Commune a travaillé sur différentes hypothèses afin de proposer une solution, et l'équipe municipale s'est prononcée sur le principe d'une vente, en privilégiant le maintien de l'activité actuelle du site et la conservation du tourisme social.

La Foncière VVF (gestionnaire de l'immobilier du groupe VVF) a été rencontrée à plusieurs reprises, en présence de la Caisse des Dépôts et Consignations. Des discussions ont lieu pour un potentiel rachat du site par le groupe VVF, les modalités de la vente et la composition du prix de cession sont en cours de discussion.

L'objectif de la collectivité est d'acter la vente du bien durant l'exercice 2023 et donc de clôturer le budget annexe dans la continuité.